Conto corrente con la posta — **Anno 79° — Numero 77**

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Roma - Lunedì, 4 aprile 1938 - Anno XVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1938

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 77 DEL 4 APRILE 1938-XVI:

Ministero dell'educazione nazionale: Elenco dei candidati che hanno superato l'esame di Stato nella sessione dell'anno 1935 per l'abilitazione all'esercizio della professione di medico-chirurgo, di chimico, di farmacista, di ingegnere, di architetto, di agronomo, di veterinario, della professione in materia di economia e commercio, e di abilitazione delle discipline statistiche.

(384)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 aprile 1938-XVI, n. 240.

Creazione e conferimento del grado di Primo Maresciallo dell'Impero.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

È creato il grado di Primo Maresciallo dell'Impero.

Art. 2.

Tale grado è conferito a Sua Maestà il Re Imperatore e a Benito Mussolini, Duce del Fascismo.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO-LEGGE 24 febbraio 1938-XVI, n. 241.

Approvazione degli Accordi di carattere commerciale stipulati in Roma, fra l'Italia e la Bulgaria, il 3 dicembre 1937-XVI.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione agli Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Bulgaria, il 3 dicembre 1937;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri Segretari di Stato per l'Africa Italiana, per le finanze e per gli scambi e valute;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Bulgaria, il 3 dicembre 1937:

a) Trattato per estendere ai Possedimenti ed alle Colonie italiane il Trattato di commercio e navigazione concluso fra i due Stati il 30 luglio 1934;

b) Accordo per regolare gli scambi commerciali fra i due Paesi ed i relativi pagamenti.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, ha effetto dal 1° gennaio 1938.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — GUARNERI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *marzo* 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 395, *foglio* 171. — MANCINI.

Traité relatif a l'extension aux Possessions et Colonies italiennes du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie du 30 juillet 1934.

Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, et *Sa Majesté le Roi des Bulgares*, animés du désir de développer davantage les relations commerciales et maritimes entre les deux Pays, ont convenu de conclure un traité relatif à l'extension aux Possessions et Colonies italiennes du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie du 30 juillet 1934, et ont nommé à cet effet, comme Plénipotentiaires:

S. M. le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie:

Son Excellence le comte Galeazzo Ciano, Ministro Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères,

S. M. le Roi des Bulgares:

Son Excellence Monsieur Ivan Altinoff, Ministre plénipotentiaire, Directeur des affaires consulaires et économiques au Ministère des affaires étrangères et des cultes,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Le Traité de commerce et de navigation et le Protocole final y annexé sont étendus aux Possessions et Colonies italiennes avec les modifications indiquées ci-après.

Par conséquent on doit entendre dans le susdit Traité par « Italie » aussi les Possessions et les Colonies italiennes et, en ce qui concerne l'Italie, par « territoire » aussi le territoire des Possessions et Colonies italiennes.

Art. 2.

En ce qui concerne l'entrée, l'établissement et l'exercice de l'industrie, du commerce ou d'une profession, les dispositions, en vigueur dans les Possessions et Colonies italiennes pour les ressortissants italiens, s'appliqueront de façon correspondante aux ressortissants bulgares.

Art. 3.

Les facilités accordées à l'importation dans les Possessions et les Colonies italiennes exclusivement aux produits du sol et de l'industrie italienne ne s'appliquent pas à l'importation dans les Possessions et Colonies italiennes des produits du sol et de l'industrie bulgares.

Art. 4.

Le droits accordés aux termes de l'art. VI du Traité de commerce et de navigation aux sociétés anonymes et aux autres sociétés commerciales, seront valables dans les Possessions et Colonies italiennes avec des limitations correspondant à celles prévues à l'art. 2 du présent Traité pour les activités des personnes physiques.

Art. 5.

Pour ce qui est de la zone de frontière entre les Possessions et Colonies italiennes et les Pays limitrophes, dont il est question dans la lettre *a*) de l'art. XII du Traité de commerce et de navigation, cette zone n'est pas soumise à une limitation d'étendue.

Art. 6.

L'art. X du Traité de commerce et de navigation ne s'applique pas au trafic des marchandises entre la Bulgarie et les Possessions et Colonies italiennes.

Art. 7.

L'exercice des droits prévus à l'article XV du Traité de commerce et de navigation par les commerçants, fabricants et industriels bulgares sera subordonné dans les Possessions et Colonies italiennes à des limitations correspondant à celles prévues par l'art. 2 du présent Traité.

Art. 8.

L'art. XVI du Traité de commerce et de navigation ne s'applique pas, en ce qui concerne les produits bulgares, aux droits imposés à l'intérieur des Possessions et Colonies italiennes dans le but de protéger certaines industries et commerces locaux.

A cet égard, les produits bulgares ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que celui qui est appliqué aux produits italiens et aux produits des autres Possessions et Colonies italiennes.

Art. 9.

Les dispositions en vigueur pour l'entrée des navires italiens dans les ports des Possessions et Colonies italiennes sont aussi valables pour l'entrée des navires bulgares dans lesdits ports.

Art. 10.

Les limitations concernant le transport par des navires italiens de voyageurs et marchandises, à destination ou en provenance des ports des Possessions et Colonies italiennes, sont aussi valables pour le transport par des navires bulgares.

Art. 11.

Les dispositions concernant le traitement des navires italiens dans les ports des Possessions et Colonies italiennes s'appliquent aussi au traitement des navires bulgares dans lesdits ports.

Art. 12.

Le présent Traité fait partie intégrante du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie du 30 juillet 1934.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Sofia le plus tôt possible. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Néanmoins les Hautes Parties contractantes conviennent de le mettre en vigueur, à titre provisoire, à partir du 1er janvier 1938.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 3 décembre 1937.

Pour l'Italie: CIANO. — *Pour la Bulgarie*: Iv. ALTINOFF.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia,
Imperatore d'Etiopia:
Il Ministro per gli affari esteri:
CIANO.

Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Bulgarie pour régler les échanges commerciaux entre l'Italie, ses Possessions et Colonies d'une part et la Bulgarie d'autre part, ainsi que les paiements y afferents.

Le *Gouvernement italien* et le *Gouvernement bulgare*, désireux de régler leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement bulgare admettront par voie autonome, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaires et en provenance de la Bulgarie et, respectivement, de l'Italie et des Possessions et Colonies italiennes en tenant compte des courants habituels de leurs échanges.

Art. 2.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero et la Banque Nationale de Bulgarie sont autorisés à régler en compensation les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre l'Italie, ses Possessions et Colonies d'une part et la Bulgarie d'autre part, effectués même avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Les ordonnances en matières de devises en vigueur auront pleine application.

Art. 3.

En exécution de l'art. 2 les versements des débiteurs italiens et bulgares pour marchandises importées, originaires et en provenance de Bulgarie, respectivement d'Italie, des Possessions et Colonies italiennes, seront effectués: en Italie, ses Possessions et Colonies, en lires italiennes, auprès de la Banca d'Italia, en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero; en Bulgarie, en leva, auprès de la Banque Nationale de Bulgarie.

Art. 4.

Le compte « nouveau », sans intérêts, en lires italiennes, ouvert auprès de l'Istituto Nationale per i cambi con l'estero au nom de la Banque Nationale de Bulgarie, d'après les dispositions de l'art. 4 de l'Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Bulgarie pour régler leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents, signé à Rome le 30 septembre 1936, restera en vigueur.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero portera au crédit dudit compte les montants qui seront versés par les importateurs italiens et des Possessions et Colonies italiennes de marchandises bulgares, comme prix des marchandises mêmes, selon ce qui est prévu à l'art. 3 ci-dessus.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero portera au débit du compte susdit le montant des ordres de paiement en lires italiennes que la Banque Nationale de Bulgarie émettra en relation avec les versements effectués, d'après les dispositions de l'art. 3, par les importateurs bulgares de marchandises italiennes, des Possessions et Colonies italiennes.

Art. 5.

Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne, des Possessions et Colonies italiennes, respectivement bulgare, destinées à être importées en Bulgarie, respectivement en Italie ou dans les Possessions et Colonies italiennes, sera réglée selon les dispositions du présent Accord.

Pour être admises au versement ces avances doivent se refèrer à una licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être prévues dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Chacun des deux Gouvernements prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et les exportateurs respectifs à régler leurs obligations selon les dispositions du présent Accord.

Art. 6.

En ce qui concerne les versements des importateurs des deux Pays, prévus à l'art. 3 du présent Accord, la conversion en lires et en leva se fera d'après les régles suivantes:

a) l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero et la Banque Nationale de Bulgarie fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire italienne et le leva: ce cours sera appliqué pour la conversion en lires des dettes libellées en leva, respectivement pour la conversion en leva des dettes libellées en lires;

b) les dettes libellées en devise autre que la lire et le leva seront converties en leva en Bulgarie et en lires en Italie, respectivement aux cours officiels de Sofia et de Rome du jour précédent celui du versement.

Les changes appliqués en conformité des dispositions des lettres *a*) et *b*) de l'alinéa précédent ont un caractère provisoire, le débiteur n'étant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur serait éventuellement tenu à faire seront également effectués par la voie du compte «nouveau» prévu à l'art. 4.

Il est entendu qu'en ce qui concerne la responsabilité du débiteur envers le créancier, visée par cet article, aucune obligation ne pourrait être mise à la charge des deux Etats ni des deux Institutions chargées de l'exécution du présent Accord dans les deux Pays.

Art. 7.

Les paiements aux créanciers seront effectués en lires italiennes en Italie, ses Possessions et Colonies, respectivement en leva en Bulgarie, suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs respectifs et dans la limite des disponibilités existantes.

Il reste entendu que la conversion en lires des montants en leva versés par les débituers bulgares aura lieu auprès de la Banque Nationale de Bulgarie qui, en conséquence, transmettra à l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero des ordres de paiements en lires italiennes. Pour la conversion en lires indiquée ci-dessus la Banque Nationale de Bulgarie appliquera le change entre la lire et le leva fixé d'un commun accord d'après les dispositions prévues à la lettre *a*) de l'art. 6.

Art. 8.

Le présent Accord est applicable soulement aux marchandises qui, d'après les dispositions en vigueur en Italie, ses Possessions et Colonies, respectivement en Bulgarie, sont considérées comme marchandises originaires de la Bulgarie, respectivement de l'Italie, ses Possessions et Colonies.

Le présent Accord ne s'applique pas au réglement des marchandises en transit.

Art. 9.

A la fin de la durée du présent Accord les deux Gouvernements s'entendront pour établir les modalités relatives à l'emploi du solde éventuel du compte «nouveau» prévu à l'art. 4 du présent Accord.

Art. 10.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero et la Banque Nationale de Bulgarie s'entendron sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent Accord.

Art. 11.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date du 1er janvier 1938 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1938.

Il s'entendra renouvelé par tacite reconduction de semestre en semestre s'il n'est pas dénoncé au moins 2 mois avant la fin de chaque semestre.

En foi de quoi il a été signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 3 décembre 1937.

Pour l'Italie: CIANO.

Pour la Bulgarie: IV. ALTINOFF.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri: CIANO.

REGIO DECRETO 3 febbraio 1938-XVI, n. 242.

Modificazioni ed aggiunte al R. decreto 30 agosto 1935, n. 1825, che istituisce un Comando militare marittimo nelle Isole italiane dell'Egeo.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, sull'ordinamento della Regia marina, e sue successive modificazioni;

Visto il R. decreto 16 giugno 1932, n. 840, sull'ordinamento dei servizi periferici della Regia marina, e sue successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 agosto 1935, n. 1825, riguardante l'istituzione del Comando militare marittimo delle Isole italiane dell'Egeo;

Udito il Consiglio superiore di marina;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per la marina, per la guerra e per l'aeronautica, di concerto col Ministro per gli affari esteri e col Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'art. 2 del R. decreto 30 agosto 1935, n. 1825, è modificato nel senso che il Comando militare marittimo nelle Isole italiane dell'Egeo ha sede a Rodi anzichè a Lero.

Art. 2.

Nell'isola di Lero è istituito un Comando di marina con sede a Portolago. Esso ha funzioni di comando e direzione su tutti i servizi della Regia marina esistenti nell'Isola ed è alla dipendenza del Comando militare marittimo nelle Isole italiane dell'Egeo.

Art. 3.

È istituito in Lero un Comando di difesa marittima con sede a Portolago. Esso dipende dal Comando di marina di cui al precedente art. 2.

Art. 4.

La tabella *C*, di cui all'art. 3 del R. decreto 27 dicembre 1933, n. 2379, modificata dall'art. 4 del R. decreto 30 agosto 1935, n. 1825, è soppressa e sostituita da quella allegata al presente decreto firmata, d'ordine Nostro, dal Ministro per la marina.

Art. 5.

Il presente decreto ha vigore dal 1° febbraio 1938. L'istituzione della infermeria della Regia marina in Lero, di cui all'allegata tabella *C*, ha però decorrenza dal 1° settembre 1937.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 febbraio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 395, *foglio* 160. — MANCINI.

TABELLA *C*.

SERVIZI A TERRA NELLE ISOLE ITALIANE DELL'EGEO E IN CINA

Comandi militari marittimi	Comandi di marina	Difese marittime	Basi navali	Distaccamenti R. Marina	Servizi di Sanità militare marittima	Servizi di Commissariato militare marittimo	Servizi del Genio militare per la R. Marina	Servizi delle comunicazioni
Comando M. M. nelle Isole italiane dell'Egeo (1)	Comando di marina-Lero (Portolago)	Difesa marittima - Lero (Portolago)	Base navale Lero (Portolago)	—	Infermeria R. Marina - Lero (Portolago) (2)	Sezione - Lero (Portolago)	Sezione staccata - Lero (Portolago) (3)	Rodi
				Distaccamenti R. Marina in Cina (4)				

(1) Ha sede a Rodi.
(2) Con funzionamento autonomo.
(3) Dipende amministrativamente dalla Direzione di Taranto.
(4) Dipendono dal Comando superiore navale in Estrema Oriente se presente nelle acque della Cina, altrimenti direttamente dal Ministero della marina. Essi sono istituiti e soppressi, volta per volta, con determinazione ministeriale.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia,
Imperatore d'Etiopia:
Il Ministro per la marina:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 3 marzo 1938-XVI, n. 243.
Nuove tabelle delle circoscrizioni territoriali della marina mercantile.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto n. 3235 in data 20 dicembre 1923, che stabilisce le nuove circoscrizioni territoriali della marina mercantile. e le successive sue modificazioni;

Riconosciuta la necessità d'introdurre opportune varianti alle circoscrizioni territoriali medesime in conseguenza delle modificazioni apportate alla circoscrizione amministrativa del Regno e delle cambiate esigenze dei traffici via mare in taluni punti di approdo; come pure, per adeguarle, in quanto possibile, alla circoscrizione militare marittima;

Visto l'art. 10 del R. decreto-legge n. 1358 del 16 luglio 1924, convertito nella legge n. 562 del 18 marzo 1926;

Udito il Consiglio dei Ministri:

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con i Ministri per la marina e per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

La tabella annessa al R. decreto 20 dicembre 1923, numero 3235, quale risulta dalle variazioni successivamente disposte, è abrogata e sostituita da quella allegata al presente decreto, firmata, d'ordine Nostro, dai Ministri Segretari di Stato per le comunicazioni e per la marina.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 marzo 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BENNI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 395, *foglio* 150. — MANCINI.

DIREZIONE MARITTIMA DI GENOVA

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA Uffici Circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Imperia (1)	S. Remo	Dal confine con la Francia a S. Remo incluso		Ventimiglia Bordighera Ospedaletti Arma di Taggia	Imperia Cuneo
		Da S. Remo escluso a Diano Marina inclusa		Riva S. Stefano Diano Marina	
Savona		Da Diano Marina esclusa a Varazze incluso	Alassio Vado Ligure Varazze	Andora Laigueglia Albenga Ceriale Loano Pietra Ligure Finale Ligure Noli Spotorno Albissola Marina Celle Ligure	Savona Alessandria Asti Torino Aosta
Genova	Sestri Ponente	Da Varazze escluso a Genova (Polcevera) esclusa		Cogoleto Arenzano Voltri Prà Pegli	Genova Piacenza Pavia Milano Como Sondrio Varese Novara Vercelli
		Da Genova (Polcevera) inclusa a Camogli incluso	Camogli	Sturla Quinto Nervi Bogliasco Pieve Sori Recco	
	S. Margherita Ligure	Da Camogli escluso a Moneglia inclusa	Chiavari Sestri Levante	Portofino Rapallo Zoagli Lavagna Riva Trigoso Moneglia	
La Spezia		Da Moneglia esclusa alla foce del canale di bonifica della Fossa Maestra		Deiva Framura Bonassola Levanto Monterosso Vernazza Rio Maggiore Porto Venere Le Grazie Fezzano Pertusola Lerici Foce della Magra Marinella	La Spezia Parma Cremona Reggio Emilia Modena

DIREZIONE MARITTIMA DI LIVORNO

Capitanerie di Porto	Uffici Circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Viareggio	Marina di Carrara	Dalla foce del canale di bonifica di Fossa Maestra al Comune di Forte dei Marmi escluso		Marina di Massa	Massa Carrara Lucca Pistoia
		Dal Comune di Forte dei Marmi incluso al Comune di Vecchiano escluso		Forte dei Marmi	

(1) Con sezione distaccata ad Imperia 2ª.

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA				Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	

Segue: **DIREZIONE MARITTIMA DI LIVORNO**

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Livorno		Dal Comune di Vecchiano incluso al fosso Camilla incluso, compresa la isola di Gorgona		Bocca d'Arno (Marina di Pisa) Gorgona (isola) Vada Cecina	*Livorno*, escluse l'isola d'Elba e le altre isole dell'arcipelago toscano appartenenti alla provincia di Livorno, ma comprese le isole di Gorgona (appartenente alla provincia di Livorno) e di Giglio e Giannutri (appartenenti alla provincia di Grosseto). Pisa Firenze Arezzo Siena Grosseto
	P. Vecchio di Piombino	Dal fosso Camilla escluso alla foce dell'Alma	Follonica	S. Vincenzo Baratti	
	Porto S. Stefano	Dalla foce dell'Alma alla foce del Chiarone, comprese le isole di Giglio e di Giannutri		Castiglione della Pescaia Talamone Santa Liberata Port'Ercole Giglio (isola) Giannutri (isola)	
Portoferraio		Isola d'Elba e le altre dell'arcipelago toscano, escluse le isole di Gorgona, di Giglio e di Giannutri		Capraia (isola) Marciana Campo Monte Calamita Porto Longone Rio Marina Cavo Pianosa (isola) Montecristo (isola)	*Livorno*, limitatamente all'isola di Elba e alle altre isole dell'arcipelago toscano appartenenti alla provincia di Livorno, escluse le isole di Gorgona (appartenente alla provincia di Livorno), e di Giglio e di Giannutri (appartenenti alla provincia di Grosseto).

DIREZIONE MARITTIMA DEL LAZIO

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Civitavecchia		Dalla foce del Chiarone al fosso Cupino		Montalto di Castro Porto Clementino (Tarquinia) S. Marinella Ladispoli	Viterbo Terni *Roma*, limitatamente ai seguenti Comuni: Allumiere - Anguillara Sabazia - Arsoli - Bracciano - Campagnano di Roma - Canale Monterano - Capena (Leprignano) - Castelnuovo di Porto - Cerveteri - Civitavecchia - Civitella S. Paolo - Fiano Romano - Filacciano - Formello - Licenza - Manziana - Mazzano Romano - Monte Flavio - Monte Libretti - Montorio Romano - Moricone - Morlupo - Nazzano - Nerola - Palombara Sabina - Percile - Ponzano Romano - Riano - Rignano Flaminio - Riofreddo - Sacrofano - Tolfa - Torrita Tiberina - Trevignano Romano - Vallinfreda - Vivaro Romano.
Roma (1)		Dal fosso Cupino alla Torre San Lorenzo inclusa, compreso il corso del Tevere sino all'idroscalo del Littorio.	Fiumicino		*Roma*, esclusi i Comuni posti sotto la giurisdizione del Compartimento marittimo di Civitavecchia. *Littoria*, esclusi i Comuni posti sotto la giurisdizione del Compartimento marittimo di Gaeta. Rieti.
	Anzio	Da Torre S. Lorenzo esclusa a Torre Gregoriana inclusa	Terracina	Sabaudia Torre Vittoria Badino	
Gaeta		Da Torre Gregoriana esclusa al Garigliano, comprese l'isole di Ponza, Zannone, Palmarola, Ventotene, S. Stefano e gli scogli vicini	Formia Ponza	Sperlonga Minturno (già Traetto) Le Forna (Ponza) Ventotene	*Littoria*, limitatamente ai seguenti Comuni: Campodimele - Castelforte - Fondi - Formia - Gaeta - Itri - Lenola - Minturno - Monte S. Biagio - Ponza - Sperlonga - Spigno Saturnia - Ventotene. Frosinone.

(1) Con sezione distaccata al Lido di Roma.

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA				Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	

DIREZIONE MARITTIMA DI NAPOLI

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Ischia	Isole d'Ischia e di Procida	Procida	Casamicciola Forio d'Ischia Sant'Angelo	*Napoli*, esclusi i Comuni posti sotto la giurisdizione dei Compartimenti marittimi di Torre del Greco e di Castellammare di Stabia.
	Pozzuoli	Dal Garigliano a Bagnoli escluso	Baia	Mondragone Monte di Procida Torre Gaveta	
Napoli (1)		Da Bagnoli incluso a Portici escluso, comprese le isole di Nisida e di Capri	Capri		
Torre del Greco		Da Portici incluso a Torre del Greco inclusa	Portici	Resina	*Napoli*, limitatamente ai Comuni di Portici - Resina - San Giorgio a Cremano e Torre del Greco. Benevento.
	Torre Annunziata	Da Torre del Greco esclusa al fiume Sarno			*Napoli*, limitatamente ai seguenti Comuni: Agerola - Casola di Napoli - Castellammare di Stabia - Gragnano - Lettere - Massalubrense - Ottaviano - Pimonte - Poggiomarino - Pompei - San Giuseppe Vesuviano - Sant'Antonio Abate - Sorrento - Striano - Terzigno - Torre Annunziata - Vico Equense. Avellino
Castellammare di Stabia.		Dal fiume Sarno a Positano escluso	Meta di Sorrento	Vico Equense Piano di Sorrento Massalubrense	
Salerno		Da Positano incluso al Comune di Sapri incluso		Positano Amalfi Maiori Cetara Vietri sul Mare Agropoli Castellabate Agnone (Ortodonico) Acciarolo Pisciotta Palinuro Camerota Scario (San Giovanni a Piro) Capitello Sapri	Salerno

DIREZIONE MARITTIMA DI REGGIO CALABRIA

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Pizzo		Dal Comune di Sapri escluso alla foce della fiumara Mesima esclusa		Maratea Praia a Mare Scalea Diamante Belvedere Marittimo Cetraro (già Acquapesa) Paola S. Lucido Amantea Sant'Eufemia Vibo Valentia Marina Tropea Nicotera	Potenza *Cosenza*, limitatamente ai seguenti Comuni: Acri - Aprigliano - Bianchi - Bisignano, - Carolei - Casole Bruzio - Castiglione Cosentino - Castrolibero - Celico - Cellara - Cerisano - Cerzeto - Colosimi - Cosenza - Dipignano - Domanico - Fagnano Castello - Figline Vegliaturo - Grimaldi - Lappano - Lattarico - Luzzi - Malito - Mangone - Marano Marchesato - Marano Principato - Mendicino - Mongrassano - Montalto Uffugo - Panettieri - Parenti - Paterno Calabro - Pedace - Piane Crati - Pietrafitta - Rende - Roggiano Gravina - Rogliano - Rose - Rota Greca - Rovito - San Fili - San Giovanni in Fiore - San Marco Argentano - San Martino di Finita - San Pietro in Guarano - Scigliano - Serra Pedace - Spezzano della Sila - Torano Castello - Trenta - Zumpano. Aiello Calabro - Amantea - Bel-

(1) Con sezione distaccata a Bagnoli.

Segue: DIREZIONE MARITTIMA DI REGGIO CALABRIA

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
					monte Calabro - Belvedere - Marittimo - Buonvicino - Bonifati - Cetraro - Cleto - Diamante - Falconara Albanese - Fiumefreddo Bruzio - Fuscaldo - Grisolia Cipollina - Guardia Piemontese Terme - Lago - Maierà - Orsomarso - Paola - Praia a Mare - Scalea - San Lucido - Sangineto - San Nicola Argella - Santa Domenica Talao - Verbicaro. Acquaformosa - Albidona - Alessandria del Carretto - Altomonte - Amendolara - Canna - Cassano al Jonio - Castroregio - Castrovillari - Cerchiara di Calabria - Cività - Firmo - Francavilla Marittima - Frascineto - Laino Bruzio - Lungro - Malvito - Mottafollone - Montegiordano - Morano Calabro - Mormanno - Nocara - Oriolo - Papasidero - Plataci - Rocca Imperiale - Rosito Capo Spulico - Sant'Agata di Esaro - San Basile - Santa Caterina Albanese - San Donato di Ninea - San Lorenzo Bellizzi - San Lorenzo del Vallo - San Sosti - Saracena - Spezzano Albanese - Tarsia - Terranova da Sibari - Trebisacce - Villapiana. *Catanzaro*, limitatamente ai seguenti Comuni: Acquaro - Arena - Briatico - Brognaturo - Capistrano - Cessaniti - Dasà - Dinami - Drapia - Fabrizia - Filandari - Filogaso - Francica - Gerocarne - Jonadi - Joppolo - Limbadi - Maierano - Mileto - Mongiana - Monterosso Calabro - Nardodipace - Nicotera - Parghelia - Piscopio - Pizzo - Pizzoni - Ricadi - Rombiolo - San Calogero - San Costantino Calabro - San Gregorio D'Ippona - San Nicola di Crissa - Sant'Onofrio - Serra San Bruno - Simbario - Sorianello - Soriano Calabro - Spadola - Spilinga - Stefanaconi - Tropea - Vallelonga - Vazzano - Vibo Valentia - Zambrone - Zungri. Carlopoli - Cicala - Conflenti - Cortale - Curinga - Decollatura - Falerna - Feroleto Antico - Filadelfia - Francavilla Angitola - Gimigliano - Gizzeria - Jacurso - Maida - Martirano Lombardo - Motta Santa Lucia - Nicastro - Nocera Tirinese - Pianopoli - Platania - Polia - San Mango D'Aquino - Sambiase - San Pietro a Maida - San Pietro Apostolo - Serrastretta - Soveria Mannelli
Reggio Calabria		Dalla foce della fiumara Mesima inclusa a quella della fiumara Assi esclusa	Villa San Giovanni Siderno	Gioia Tauro Palmi Bagnara Scilla Pellaro Melito Porto Salvo Bova Marina Brancaleone Bianco Roccella Jonica Monasterace	Reggio Calabria

DIREZIONE MARITTIMA DI BARI

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Crotone	Dalla foce dell'Assi inclusa a Nova Siri esclusa		Soverato Marina di Catanzaro Capo Rizzuto Torre Nuova (Cirò) Cariati Rossano Corigliano Calabro Trebisacce Monte Giordano	*Catanzaro*, limitatamente ai Comuni non compresi nella giurisdizione del Compartimento marittimo di Pizzo. *Cosenza*, limitatamente ai Comuni non compresi nella giurisdizione del Compartimento marittimo di Pizzo. Taranto Matera
Taranto		Da Nova Siri inclusa a Torre Calumena inclusa		Montalbano Jonico (Scanzano)	

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA				Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	
Segue: **DIREZIONE MARITTIMA DI BARI**					
	Gallipoli	Da Torre Calumena esclusa a Capo Santa Maria di Leuca incluso		Torre Cesarea Nardò Leuca (Capo S. Maria)	Brindisi Lecce
Brindisi		Da Capo S. Maria di Leuca escluso a Fasano incluso		Tricase Castro (Vaste) Otranto S. Andrea S. Cataldo (Lecce) Villanova (Ostuni)	
Bari		Da Fasano escluso a S. Spirito di Bitonto escluso		Monopoli Polignano a Mare Mola di Bari Torre Pelosa (Triggiano)	Bari Foggia
	Molfetta (1)	Da S. Spirito di Bitonto incluso a Trani escluso		S. Spirito di Bitonto Giovinazzo Bisceglie	
	Barletta	Da Trani incluso a Margherita di Savoia inclusa	Trani	Margherita di Savoia	
	Manfredonia	Da Margherita di Savoia esclusa alla foce del Saccione inclusa		S. Menaio (Vico del Gargano) Viesto Peschici Rodi Garganico Lesina Tremiti (isola)	
DIREZIONE MARITTIMA DI ANCONA					
	Ortona	Dalla foce del Saccione escluso al fosso Petraro		Termoli Vasto Marina di S. Vito Francavilla a Mare	Aquila Campobasso Chieti Pescara Teramo Ascoli Piceno Macerata Ancona Perugia
	Pescara	Dal fosso Petraro alla foce del Tronto		Silvi Roseto degli Abruzzi Giulianova Martinsicuro (Colonnella)	
Ancona		Dalla foce del Tronto alla foce del Cesano	San Benedetto del Tronto Senigallia	Grottammare Cupra Marittima Pedaso Porto S. Giorgio Porto Civitanova Porto Recanati Numana Torrette Falconara Marittima	
	Pesaro	Dalla foce del Cesano al Fiorenzuola inclusa	Fano	Marotta	Forlì Pesaro
Rimini		Dal Fiorenzuola esclusa al Comune di Cesenatico incluso		Cattolica Riccione Viserba Bellaria Cesenatico	
Zara		Territorio di Zara, comprese le isole di Lagosta Cazza, Pelagosa e gli isolotti minori	Lagosta	Cazza Pelagosa	Zara

(1) Autorizzato a tenere le matricole delle navi e della gente di mare.

DIREZIONE MARITTIMA DI VENEZIA

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
Ravenna		Dal Comune di Cesenatico escluso alla foce del Po di Goro	Porto Garibaldi	Cervia Porto Corsini Primaro Volano Porto di Goro	Ravenna Bologna Ferrara
Chioggia		Dalla foce del Po di Goro a Pellestrina esclusa, compresa la diga nord del porto		Scardovari Porto Levante	*Venezia*, limitatamente al Comune di Chioggia. Mantova Rovigo
Venezia		Da Pellestrina inclusa, esclusa la diga nord del porto di Chioggia, al fiume Aussa		Pellestrina Alberoni Burano Falconara Porto Lignano Porto Nogaro	*Venezia*, escluso il Comune di Chioggia. Padova Verona Brescia Bergamo Trento Bolzano Belluno Vicenza Treviso Udine

DIREZIONE MARITTIMA DI TRIESTE

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Monfalcone	Dal fiume Aussa al al fiume Aurisina	Grado	Sistiana	Trieste Gorizia *Pola*, limitatamente ai comuni di Capodistria, Isola, Pirano, Umago, Cittanova, Parenzo, Orsera e Rovigno.
Trieste		Dal fiume Aurisina a Punta Valisana	Capo d'Istria	Grignano Muggia	
	Pirano	Da Punta Valisana a Punta del Lago	Isola	Portorose Salvore	
	Rovigno	Da Punta del Lago a Punta Barbariga	Parenzo	Umago Cittanova Val di Torre Orsera	
Pola		Da Punta Barbariga a Valle Stupova e isole Brioni	Traghetto	Fasana Brioni Veruda Medolino Porto Badò Carnizza Valmazzinghi S. Marina di Albona Porto Albona (Rabaz) Fianona	*Pola*, esclusi i Comuni posti sotto la giurisdizione del Compartimento marittimo di Trieste e di Fiume.
	Lussinpiccolo (1)	Isole di Lussino, di Unie, di Sansego, di S. Pietro de' Nembi ed isolotti minori	Neresine Lussingrande	Unie Sansego S. Pietro de' Nembi	

(1) Autorizzato a tenere le matricole delle navi e della gente di mare.

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA				Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	

DIREZIONE MARITTIMA DEL CARNARO (FIUME)

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione sul territorio delle provincie
Fiume		Da Valle Stupova ai confini con la Jugoslavia		Moschiena Laurana Abbazia Volosca	*Pola*, limitatamente alle isole di Cherso e di Levrera. Fiume
	Cherso	Isole di Cherso e di Levrera		Ossero Caisole Faresina S. Martino di Cherso	

DIREZIONE MARITTIMA DI CAGLIARI

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione sul territorio delle provincie
Cagliari	Carloforte	Da Punta Tangone esclusa a Capo Teulada escluso, comprese le isole S. Pietro e Sant'Antioco		Bosa Oristano (Torre Grande) Portoscuso Calasetta Sant'Antioco	Cagliari Nuoro
		Da Capo Teulada incluso alla Punta di Monte Petrusu inclusa, compreso lo stagno di Girgolo		Torre di Porto Corallo (Villaputzu) Arbatax di Tortolì Cala Gonone (Dorgali) Orosei Siniscola	
Terranova Pausania		Dalla Punta di Monte Petrusu esclusa a Capo Ferro escluso		Golfo Aranci	Sassari
	La Maddalena	Da Capo Ferro incluso a Capo Testa incluso, compresa l'isola di La Maddalena e le isole adiacenti		Palau S. Teresa di Gallura	
	Porto Torres	Da Capo Testa escluso a Capo Falcone escluso, compresa l'isola Asinara		Castelsardo Stintino Asinara (isola)	
	Alghero	Da Capo Falcone incluso a Punta Tangone inclusa			

DIREZIONE MARITTIMA DI CATANIA

Capitanerie di Porto	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	Giurisdizione sul territorio delle provincie
	Lipari (1)	Isole Eolie		Filicudi e Alicudi (isole) Salina (isola) Malfa Rinella Panarea (isola) Stromboli (isola)	Messina
	Milazzo	Dalla foce del fiume Pollina a Milazzo incluso		Castel di Tusa S. Stefano di Camastra Caronia Marina S. Agata di Militello Capo di Orlando Gioiosa Marea Patti Marina Oliveri	

(1) Con sezione distaccata a Canneto.

Capitanerie di Porto	GIURISDIZIONE LITORANEA				Giurisdizione (ai fini marittimi) sul territorio delle provincie sotto indicate
	Uffici circondariali marittimi	Limiti territoriali dei circondari	Uffici marittimi locali	Delegazioni di spiaggia	
Segue: **DIREZIONE MARITTIMA DI CATANIA.**					
Messina		Da Milazzo escluso alla foce del fiume Alcantara		Spadafora Torre del Faro Scaletta Zanclea Alì Marina S. Teresa di Riva Letoianni (Gallodoro) Giardini	
Catania	Riposto	Dalla foce del fiume Alcantara ad Acireale escluso		Fiumefreddo	Catania Enna
		Da Acireale incluso alla foce del fiume Lentini		Pozzillo S. Maria La Scala Capo Molini Aci Castello Ognina Punta Plaia	
Siracusa	Augusta	Dalla foce del fiume Lentini a quella del torrente Canniolo		Brucoli	Siracusa Ragusa
		Dalla foce del torrente Canniolo a quella del pantano Mocastro		Avola Marzamemi (Pachino)	
	Pozzallo	Dalla foce del pantano Mocastro a quella del fiume Dirillo		Donnalucata (Scigli) Marina di Ragusa Scoglitti (Vittoria)	
DIREZIONE MARITTIMA DI PALERMO					
Porto Empedocle	Licata	Dalla foce del Dirillo a Palma di Montechiaro inclusa	Gela	Palma di Montechiaro	Agrigento Caltanissetta
		Da Palma di Montechiaro, esclusa, alla foce del fiume Belice, comprese le isole di Lampedusa e Linosa	Sciacca Lampedusa (isola)	Siculiana Porto Palo di Menfi Linosa (isola)	
Trapani	Marsala	Dalla foce del fiume Belice a Trapani escluso	Mazara del Vallo	Marinella	Trapani
		Da Trapani incluso al limite del comune di Balestrate escluso, comprese le isole Egadi e l'isola di Pantelleria	Pantelleria	Favignana (isola) Marittimo (isola) Levanzo (isola) Bonagia S. Vito Lo Capo Castellammare del Golfo	
Palermo		Da Balestrate incluso a Porticello (Solanto) escluso		Balestrate Terrasini Isola delle Femine Ustica (isola)	Palermo
	Termini Imerese	Da Porticello (Solanto) incluso alla foce del fiume Pollina		Porticello (Solanto) Trabia Cefalù	

N. B. — Le eventuali variazioni nella istituzione e nella classifica degli Uffici marittimi locali e nelle Delegazioni di spiaggia saranno determinate con decreto ministeriale.

Roma, addì 3 marzo 1938 - Anno XVI

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia,
Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per le comunicazioni: BENNI.

Il Ministro per la marina: MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 7 marzo 1938-XVI, n. 244.

Cancellazione dal quadro del naviglio ausiliario dello Stato della motonave « Barletta ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto 10 giugno 1937-XV, n. 1370, col quale la motonave « Barletta », noleggiata per le esigenze delle Forze armate, fu temporaneamente inscritta nel ruolo del naviglio ausiliario dello Stato nella categoria « Navi da crociera » a decorrere dal 20 marzo 1937-XV;

Considerato che il noleggio di detta motonave è cessato dal 15 febbraio 1938-XVI;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La motonave « Barletta » cessa, a decorrere dal 15 febbraio 1938-XVI, di essere inscritta nel naviglio ausiliario dello Stato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 marzo 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 marzo 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 395, foglio 151. — MANCINI.

REGIO DECRETO 14 gennaio 1938-XVI, n. 245.

Dichiarazione formale dei fini delle Confraternite del Pio Monte di S. Maria delle Grazie, in Campagnano d'Ischia, e di Maria SS.ma del Rosario e di S. Secondino, in S. Secondino di Camigliano (Napoli).

N. 245. R. decreto 14 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo esclusivo di culto nei riguardi della Confraternita del Pio Monte di S. Maria delle Grazie, in Campagnano d'Ischia, e della Confraternita di Maria SS.ma del Rosario e di S. Secondino, in S. Secondino di Camigliano (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 30 settembre 1937-XV.

Autorizzazione all'Istituto nazionale di ottica di Firenze ad istituire una Scuola per il rilascio della licenza di abilitazione all'esercizio dell'arte ausiliaria di ottico.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la domanda presentata dal direttore del Regio istituto nazionale di ottica di Firenze, diretta ad ottenere l'autorizzazione ad istituire una Scuola per il rilascio della licenza necessaria all'esercizio dell'arte ausiliaria dell'ottico;

Visto l'art. 140 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'educazione nazionale:

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Regio istituto nazionale di ottica di Firenze è autorizzato ad istituire una Scuola per il rilascio della licenza di abilitazione all'esercizio dell'arte ausiliaria di ottico.

Con successivo decreto emanato su proposta del Ministro per l'interno, di concerto con quello per l'educazione nazionale, sarà provveduto all'approvazione del regolamento della Scuola e del relativo programma d'insegnamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a San Rossore, addì 30 settembre 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BOTTAI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 febbraio 1938 - Anno XVI
Registro n. 3 Interno, foglio n. 8.

(1196)

DECRETO DEL DUCE, PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI, 24 marzo 1938-XVI.

Revoca dell'autorizzazione all'esercizio del credito e sostituzione della procedura di liquidazione ordinaria con quella speciale della Cassa rurale di Parenti (Cosenza).

IL CAPO DEL GOVERNO

PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI

PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Ritenuta la necessità di sostituire la procedura di liquidazione in corso della Cassa rurale di Parenti (Cosenza) con la speciale procedura di liquidazione prevista dal capo VIII del citato testo unico e dal titolo VII, capo III, del predetto R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400;

Sulla proposta del capo dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Decreta:

È revocata l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale di Parenti (Cosenza) e la procedura di liquidazione ordinaria della Cassa stessa è sostituita con la speciale procedura di liquidazione regolata dalle norme di cui al capo VIII del testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706, ed al titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 24 marzo 1938 - Anno XVI

Il Duce,
Presidente del Comitato dei Ministri:
MUSSOLINI.

(1219)

DECRETO MINISTERIALE 26 marzo 1938-XVI.
Approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla durata della vita umana, presentate dalla Società anonima Riunione Adriatica di Sicurtà, con sede in Trieste.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966 convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473 e successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato col R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;

Vista la domanda della Società anonima Riunione Adriatica di Sicurtà, con sede in Trieste, intesa ad ottenere l'approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla durata della vita umana;

Vista la relazione tecnica, le basi demografiche e finanziarie adottate per il calcolo dei premi puri, dei premi lordi e delle riserve matematiche;

Decreta:

Sono approvate secondo il testo allegato, debitamente autenticato, le seguenti tariffe di assicurazione presentate dalla Società anonima Riunione Adriatica di Sicurtà, con sede in Trieste:

a) Tariffa III-*u*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale pagabile immediatamente alla morte dell'assicurato, se questa avviene entro un determinato periodo di tempo.

b) Tariffa III-*a*, relativa all'assicurazione temporanea a premio annuo, di un capitale pagabile immediatamente alla morte dell'assicurato se questa avviene entro un determinato periodo di tempo.

c) Tariffa III-*u-d*, relativa all'assicurazione temporanea a premio unico, di un capitale decrescente, pagabile immediatamente alla morte dell'assicurato se questa avviene entro un determinato periodo di tempo.

d) Tariffa III-*a-d*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale decrescente annualmente pagabile alla morte dell'assicurato se questa avviene entro un determinato periodo di tempo.

e) Tariffa III-*a-s*, relativa all'assicurazione temporanea a premio annuo di un capitale decrescente pagabile in quote semestrali dalla morte dell'assicurato alla scadenza del contratto e di un ulteriore capitale pagabile alla scadenza del contratto sia in vita o no l'assicurato a tale epoca.

Roma, addì 26 marzo 1938 - Anno XVI

p. *Il Ministro*: RICCI.

(1197)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLA CULTURA POPOLARE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro Segretario di Stato per la cultura popolare, ha presentato il giorno 30 marzo 1938-XVI alla Presidenza del Senato del Regno il disegno di legge per la conversione del R. decreto-legge 1° marzo 1938-XVI, n. 201, riguardante: « Trasferimento di personale statale comandato nei ruoli del Ministero della cultura popolare ».

(1236)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si comunica che nella seduta del 28 marzo 1938-XVI, S. E. il Ministro per le comunicazioni ha presentato al Senato del Regno il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 3 marzo 1938-XVI, n. 191, contenente norme aggiuntive al regolamento delle ricevitorie, delle agenzie e dei servizi rurali dell'Amministrazione postale e telegrafica, approvato con R. decreto 5 novembre 1937-XVI, n. 2161.

(1237)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Elenco dei terreni da sistemare, a cura dello Stato, nel bacino montano del fiume Metauro.

Con decreto Ministeriale 14 marzo 1938-XVI, n. 656, è stato approvato l'elenco dei terreni da sistemare, a cura dello Stato, per la esecuzione dei lavori di sistemazione forestale del fosso della Sambuchella nel bacino montano del fiume Metauro, in territorio del comune di Pietralunga, previsti nel relativo progetto 29 settembre 1933 del Comando di coorte della Milizia nazionale forestale di Perugia.

(1170)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 72

Media dei cambi e dei titoli
del 30 marzo 1938-XVI

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	94,54
Francia (Franco)	58,05
Svizzera (Franco)	436,50
Argentina (Peso carta)	4,72
Belgio (Belga)	3,2125
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,43
Danimarca (Corona)	4,2205
Norvegia (Corona)	4,7505
Olanda (Fiorino)	10,54
Polonia (Zloty)	358,90
Portogallo (Scudo)	0,8594
Svezia (Corona)	4,8735
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,40
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	5,2274
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,92
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,7779
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,19
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Rendita 3,50% (1906)	74,125
Id. 3,50% (1902)	71,25
Id. 3 % Lordo	52,55
Prestito Redimibile 3,50% (1934)	70,05
Id. Id. 5 % (1936)	93,55
Rendita 5% (1935)	93,575
Obbligazioni Venezie 3,50%	89,075
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	102,725
Id. Id. 5 % - Id. 1941	103,075
Id. Id. 4 % - Id 15 febbraio 1943	92,60
Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	92,20
Id. Id. 5 % - Id. 1944	98,55

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Rettifiche d'intestazione.

Elenco n. 16.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO	NUMERO d'iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
P. R. 3,50 %	112646	283, 50	Potenza *Antonio* fu Leonardo, minore sotto la patria potestà della madre Costantini Carolina fu Ambrogio, ved. Potenza Leonardo, dom. a Fasano (Bari).	Potenza *Antonia* fu Leonardo, ecc., come contro.
Id.	112651	220, 50	Potenza Rosa, *Angelo*, *Antonio*, Cosimo, Ambrogio, Francesco e Margherita fu Leonardo, minori sotto la patria potestà della madre Costantini Carolina fu Ambrogio, ved. Potenza, dom. a Fasano. Vincolata d'usufrutto a favore di Costantini Carolina fu Ambrogio, ved. Potenza.	Potenza Rosa, *Angela*, *Antonia*, Cosimo, Ambrogio, Francesco e Margherita fu Leonardo, ecc., come contro.
Cons. 3,50 %	198486	297, 50	Cimabue Cipriano fu *Francesco*, dom. a Cuorgnè (Torino).	Cimabue Cipriano, dom. a Cuorgnè (Torino).
Id.	214774	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	161629	70 —	Saroldi *Ettore* di Giuseppe, dom. in Altare (Genova).	Saroldi *Arturo-Amos-Ettore* di Giuseppe, dom. in Altare (Genova).
Id. misto	5621	70 —	*Mont* Giuseppe fu *Maurizio*, dom. in Exilles (Torino).	*Mout* Giuseppe fu *Giuseppe-Maurizio*, dom. in Exilles (Torino).
Id.	6809	35 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 %	503428	157, 50	Vanni Ernesto fu Demetrio, minore sotto la patria potestà della madre Gallazzo *Livia*, dom. a Genova.	Vanni Ernesto fu Demetrio, minore sotto la patria potestà della madre Gallazzo *Gemma-Livia*, dom. a Genova.
Id.	160557	175 —	Poggi *Lorenzo* di Giuseppe, dom. a Ceriale (Genova).	Poggi *Innocente-Emanuele-Lorenzo* di Giuseppe, ecc., come contro.
Id.	160554	140 —	Poggi *Rina* di Giuseppe, nubile, dom. a Ceriale (Genova).	Poggi *Caterina-Costanza-Maria* di Giuseppe, dom. a Ceriale (Genova).
Id.	412679	35 —	*De Martino Pasqualina* di Raffaele, minore sotto la patria potestà del padre, dom. ad Avellino.	*de Martino Pasquarella* di Raffaele, ecc., come contro.
Id.	153393	63 —	*Cerutti* Maria fu Gennaro, minore sotto la tutela di Beretta Carlo fu Filippo, dom. a Bruzzano (Milano).	*Cerutt* Maria fu Gennaro, minore sotto la tutela di Beretta Carlo fu Filippo, dom. a Bruzzano (Milano).
Id.	29011	122, 50	Viola Carolina di Giovanni-Battista, moglie di Gabba *Filippo* fu Giorgio, dom. in Cassine (Alessandria), vincolata.	Viola Carolina di Giovanni Battista, moglie di Gabba *Giuseppe-Enrico-Filippo* fu Giorgio, dom. in Cassine (Alessandria), vincolata.
Id.	82400	154 —	Come sopra, vincolata.	Come sopra, vincolata.
Id.	481545	2173, 50	Figli nascituri da Angeli Carlo fu Gustavo, rappresentati dal padre e sotto la curatela di Galassi Ferdinando fu Massimo, dom. a Modena. Annotazione: L'usufrutto vitalizio del presente capitale nominale che in mancanza di prole titolare, sarà devoluto ad Angeli *Maria* di Carlo, spetta alla stessa Angeli *Maria* di Carlo.	Figli nascituri da Angeli Carlo fu Gustavo, rappresentati dal padre e sotto la curatela di Galassi Ferdinando fu Massimo, dom. a Modena. Annotazione: L'usufrutto vitalizio del presente capitale nominale che in mancanza di prole titolare, sarà devoluto ad Angeli *Daniella* di Carlo, spetta alla stessa Angeli *Daniella* di Carlo.

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 %	481546	1120 —	Figli nascituri da Angeli Carlo fu Gustavo, sotto la rappresentanza del padre e la curatela di Galassi Ferdinando fu Massimo, dom. a Modena. Annotazione: L'usufrutto vitalizio spetta ad Angeli *Maria* di Carlo, dom. in Roma, in caso di non sopravvenienza di figli da Angeli Carlo fu Gustavo, il capitale è devoluto a favore della suddetta Angeli *Maria* di Carlo.	Figli nascituri da Angeli Carlo fu Gustavo, sotto la rappresentanza del padre e la curatela di Galassi Ferdinando fu Massimo, dom. a Modena. Annotazione: L'usufrutto vitalizio spetta ad Angeli *Daniella* di Carlo, dom. in Roma, in caso di non sopravvenienza di figli da Angeli Carlo fu Gustavo, il capitale è devoluto a favore della suddetta Angeli *Daniella* di Carlo.
Id.	59616	17,50	Pilati Rosario fu Giuseppe, dom. in Trapani, con usufrutto vitalizio a *Pilati* Francesca fu Gaspare, nubile, dom. a Trapani.	Come contro, con usufrutto vitalizio a *Pilato* Francesca, ecc.
Id.	59619	21 —	Pilati Paola fu Giuseppe, moglie di De Vincenzi Angelo, dom. a Trapani, con usufrutto, come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	59615	17,50	Pilati Gaspare fu Giuseppe, dom. a Trapani, con usufrutto, come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	59617	17,50	Pilati Giovan Battista fu Giuseppe, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	59618	24,50	Pilati Leonarda fu Giuseppe, nubile, dom. a Trapani, vincolata d'usufrutto vitalizio a favore di *Pilati* Francesca fu Gaspare, nubile, dom. a Trapani.	Come contro, vincolata d'usufrutto vitalizio a favore di *Pilato* Francesca, ecc.
Id.	341396	35 —	Antoriello *Lina* fu *Michele*, minore sotto la patria potestà della madre Martucci Marta ved. Antoriello, dom. a Napoli.	Antoriello *Michelina* fu *Michelangelo*, minore, ecc., come contro.
Id.	158540	350 —	*Macagno* Antonio di Domenico, dom. a Cavagnolo (Torino).	*Maccagno* Antonio di Domenico, ecc., come contro.
Id.	206782	2817,50	Naim *Paola* fu *Vito* o Vittorio, moglie di Levi *Luigi*, dom. a Firenze, vincolata per dote.	Naim *Gilda* fu Vittorio, moglie di Levi *Moisè-Luigi*, dom. a Firenze, vincolata per dote.
Rendita 5 %	115998	435 —	Gili Riccardo fu Giovanni, minore sotto la patria potestà della madre *Greggio Anna* fu *Antonio*, ved. di Gili Giovanni, dom. in Andorno Micca (Vercelli).	Gili Riccardo fu Giovanni, minore sotto la patria potestà della madre *Pozzi Angela* fu *Domenico*, ecc., come contro.
Id.	115999	435 —	Gili Enea fu Giovanni, ecc., come sopra.	Gili Enea fu Giovanni, ecc., come sopra.
Cons. 3,50 % 1906	342547	490 —	Maragliano Elena fu Gaetano, moglie di Giudice *Francesco*, dotale, dom. in Voghera (Pavia).	Maragliano Elena fu Gaetano, moglie di Giudice *Edoardo-Luigi-Francesco*, ecc., come contro.
Cons. 3,50 %	332019	45,50	Bertasso Emilia fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Maino Ernesta, moglie in seconde nozze di Lorenzo de Cugis, dom. a Torino, vincolata d'usufrutto vitalizio a favore di Praga Benilde *fu Giovanni* ved. Proglio Giuseppe, dom. a Torino.	Come contro, vincolata d'usufrutto vitalizio a favore di Praga Benilde, vedova di Proglio Giuseppe, dom. a Torino.
Id.	792276	518 —	Bertasso Emilia fu Giuseppe, moglie di Lavatelli *Silvio* dom. a Torino, vincolata d'usufrutto a favore di Praga Benilde *fu Giovanni* ved. di Proglio Giuseppe dom. a Torino.	Bertasso Emilia fu Giuseppe moglie di Lavatelli *Alberto-Silvio* dom. a Torino, vincolata d'usufrutto a favore di Praga Benilde vedova di Proglio Giuseppe dom. a Torino.
Id.	794213	350 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 %	97987	14 —	*Arturo* Francesco fu Luigi, dom. a Montalto Uffugo (Cosenza).	*Arturi* Francesco fu Luigi dom. a Montalto Uffugo (Cosenza).

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida, chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 17 febbraio 1938 - Anno XVI

Il direttore generale: POTENZA.

(690)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*).

Rettifiche d'intestazione.

Elenco n. 17

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè invece dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse.

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 %	149963	269,50	Bianco *Antonio* fu *Francesco*, interdetto sotto la tutela di Bianco Giovanni fu Sebastiano, dom. a S. Raffaele (Torino).	Bianco *Silvestro-Antonio* fu *Sebastiano*, interdetto, ecc., come contro.
Rendita 5%	115549	14.250 —	Candida Maria *fu Tommaso*, ved. Valente, dom. in Roma.	Candida Maria *di Maria Domenica*, ved. Valente, dom. in Roma.
Id.	45257	1.280 —	Mangiameli *Luigi* di Pietro, minore, sotto la patria potestà del padre, dom. a Palermo.	Mangiameli *Lucrezia* di Pietro, ecc., come contro.
P. R. 3,50%	488448	875 —	Rivolta Carlo fu Ernesto, dom. in Casanova Elvo (Vercelli), vincolata di usufrutto vitalizio a favore di Vignon *Jeanne* fu *Gustavo*, ved. Rivolta Alessandro.	Rivolta Carlo fu Ernesto, dom. in Casanova Elvo (Vercelli), vincolato di usufrutto vitalizio a favore di Vignon *Giovanna* fu *Luigi Abele*, ved. Rivolta Alessandro.
Id.	488449	875 —	Rivolta Margherita fu Antonio, dom. a Casanova Elvo (Vercelli), vincolato di usufrutto vitalizio a favore di Vignon *Jeanne* fu *Gustavo*, ved. Rivolta Alessandro.	Rivolta Margherita fu Antonio, dom. a Casanova Elvo (Vercelli, vincolato di usufrutto vitalizio a favore di Vignon *Giovanna* fu *Luigi-Abele*, ved. Rivolta Alessandro.
Cons. 3,50 %	646512	35 —	Ottaviano Elena di *Enrico*, minore sotto la patria potestà del padre, dom. in Avellino.	Ottaviano Elena di *Michele-Enrico*, minore, ecc., come contro.
P. R. 3,50 %	201983	73,50	*Chiello* Pasquale fu Francesco, minore, sotto la patria potestà della madre Castelli *Luisa* fu Antonio, vedova di *Chiello*.	*Di Chillo* Pasquale fu Francesco, minore sotto la patria potestà della madre Castelli *Maria-Luisa* fu Antonio, vedova *Di Chillo*.
Cons. 3,50 % (1906)	104208 104209	2.240 — 700 —	Gravina *Teresa* fu Luigi, moglie di Domenico Alliata Cardillo fu Pasquale, dom. a Palermo, entrambe con vincolo dotale.	Gravina *Maria-Teresa* di Luigi, moglie, ecc., come contro, con vincolo come contro.
Id.	463835 501553	700 — 350 —	Gravina *Teresa* fu Luigi, moglie di Alliata Cardillo Domenico, dom. a Palermo.	Gravina *Maria-Teresa* fu Luigi, ecc., come contro.
P. R. 3,50 %	50819	462 —	Gravina *Teresa* fu Luigi, moglie di Alliata Cardillo fu Pasquale, dom. a Palermo.	Gravina *Maria-Teresa* fu Luigi, ecc., come contro.
Id.	53705	476 —	Gravina *Teresa* fu Luigi, moglie di Alliata Cardillo Domenico fu Pasquale, dom. a Palermo, con vincolo dotale.	Gravina *Maria-Teresa* fu Luigi, moglie di Alliata Cardillo Domenico fu Pasquale, dom. a Palermo, con vincolo dotale.
Id.	341649	31,50	Gravina *Teresa* fu Luigi, moglie di Alliata Cardillo Domenico, dom. a Palermo.	Gravina *Maria-Teresa* fu Luigi, ecc., come contro.
Cons. 3,50 %	178735	217 —	Volante Giacinto di *Pio-Domenico*, dom. a Torino.	Volante Giacinto di *Domenico-Pio*, dom. a Torino.
Id.	304645	350 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	465703	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	597907	175 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 %	287826	350 —	*Tedesca Concetta* fu Francesco, moglie di Matrone Federico, dom. a Boscotrecase (Napoli).	*Tedesco Maria - Concetta* fu Francesco, ecc., come contro.
Id.	57811	35 —	Osnengo Michele fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Perino *Maria-Felicita* fu Michele, vedova Osnengo, dom. a Torino, con usufrutto vitalizio a Perino *Maria-Felicita* fu Michele, vedova Osnengo Giuseppe, dom. a Torino.	Osnengo Michele fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Perino *Felicita* fu Michele, vedova Osnengo, dom. a Torino, con usufrutto vitalizio a Perino *Felicita*, ecc., come contro.

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 %	57810	175 —	Osnengo Michele fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Perino *Maria-Felicita* fu Michele, vedova Osnengo, dom. a Torino, con usufrutto vitalizio a Perino *Maria-Felicita* fu Michele, vedova Osnengo Giuseppe, dom. a Torino.	Osnengo Michele fu Giuseppe, minore sotto la patria potestà della madre Perino *Felicita* fu Michele, vedova Osnengo, dom. a Torino, con usufrutto vitalizio a Perino *Felicita*, ecc., come contro.
Id.	57813	28 —	Osnengo Catterina fu Giuseppe, dom. a Torino, con usufrutto vitalizio a Perino *Maria-Felicita* fu Michele, vedova Osnengo Giuseppe, dom. a Torino.	Come contro, con usufrutto vitalizio a Perino *Felicita* fu Michele, ecc.
Id.	57812	28 —	Osnengo Costanza fu Giuseppe, dom. a Torino, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Cons. 3,50 % (1902)	34516	14 —	Cavero Nicola fu Angelo, dom. a Genova, con usufrutto vitalizio congiuntamente e cumulativamente a favore di De Negri Maria, vulgo Marina, *Felicina* e Marianna fu Agostino, dom. in Genova.	Cavero Nicola fu Angelo, dom. a Genova, con usufrutto vitalizio congiuntamente e cumulativamente a favore di De Negri Maria, vulgo Marina, *Bartolomea-Felice* e Marianna fu Agostino, dom. in Genova.
Cons. 3,50 %	665154	399 —	Belfanti Paola di *Giuseppe*, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Pinerolo (Torino).	Belfanti Paola di *Giovanni-Giuseppe*, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Pinerolo (Torino).
P. R. 3,50 %	17781	350 —	Bassetti *Rizziero* di Ottaviano, dom. in Firenze, vincolata a favore del Ministero dell'interno.	Bassetti *Rizieri* di Ottaviano, dom. in Firenze, vincolata come contro.
Id.	331199	115,50	Pedicino *Angela-Maria* fu Pietro, minore, sotto la tutela di Carlucci Riccardo, dom. a Volturara Irpina (Avellino).	Pedicino *Angelarosa* fu Pietro, ecc., come contro.
Id.	202800	189 —	*Pedecino* Carmela fu Pietro, sotto la tutela di Carlucci Riccardo, dom. a Volturara Irpina (Avellino).	*Pedicino* Carmela fu Pietro, ecc., come contro.
Cons. 3,50 %	519586	42 —	Negrin Annetta fu Paolo, moglie di *Salomon* Giovanni, dom. a Villar Pellice (Borgata Aux Garins) Torino.	Negrin Annetta fu Paolo, moglie di *Michelin-Solomon-Giovanni*, ecc., come contro.
Id.	437202	406 —	Matteucci Marianna fu *Luigi-Vittorio*, moglie di Bignone Carlo fu Stefano, dom. a Cumiana (Torino), dotale.	Matteucci Marianna fu *Vittorio-Luigi*, ecc., come contro.
P. R. 3,50 %	64770	273 —	De Maria Rodolfo fu Massimiliano, dom. a Collesano, con vincolo di ipoteca a favore di Sarrica Rosaria di *Michele*, moglie del titolare, in garanzia della di lei dote.	De Maria Rodolfo fu Massimiliano, dom. a Collesano, con vincolo di ipoteca a favore di Sarrica Rosaria di *Teodoro Michele*, moglie del titolare in garanzia della di lei dote.
Id.	72086	290,50	Capuano Cesare fu Aniello, dom. in Casamicciola (Napoli), con usufrutto vitalizio a favore di Verde Maria fu *Antonio*, ved. di Castagna Nicola, dom. in Sambuca Zabut (Girgenti).	Capuano Cesare fu Aniello, dom. in Casamicciola (Napoli), con usufrutto vitalizio a favore di Verde Maria fu *Antonino*, vedova di Mongioracina Giuseppe, di Castagna Nicola e di Giovinco Giuseppe.
Id.	352504	10,50	Dao Costanzo ed *Elisabetta* di Spirito, minori sotto la patria potestà del padre, dom. a Sampeyre (Cuneo).	Dao Costanzo e *Maria-Elisabetta* di Spirito, minori ecc., come contro.
Id.	362041	49 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	371932	28 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	388708	157,50	Come sopra.	Come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 24 febbraio 1938 - Anno XVI

Il direttore generale: POTENZA.

(814)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

DIREZIONE GENERALE DELL'INDUSTRIA - UFFICIO IMPIANTI INDUSTRIALI

58° Elenco dei decreti Ministeriali contenenti i provvedimenti sulle domande di autorizzazione per nuovi impianti industriali e per l'ampliamento di stabilimenti industriali esistenti, ai sensi della legge 12 gennaio 1933, n. 141, e dei Regi decreti 15 maggio 1933, n. 590, e 12 aprile 1937, n. 841.

INDUSTRIA PER LA PRODUZIONE DI CELLULOSA, DELLA MEZZA PASTA E PASTA MECCANICA DI LEGNO, PER LA PRODUZIONE DELLA CARTA.

2781. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Vita Mayer con sede in Milano, è autorizzata ad allestire in Cairate Lonate (Varese), un impianto per la produzione di cellulosa greggia e bianchita, della potenzialità di 45.000 quintali da servire alla ditta per autoconsumo, ed un impianto per la produzione della cellulosa nobilitata, della potenzialità di 5000 quintali.

2782. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la Cartiera di Ceprano e di Atina Visocchi e Arata S. A., con sede in Napoli, è autorizzata ad allestire presso la propria cartiera di Ceprano (Frosinone), un impianto per la produzione di cellulosa greggia e bianchita.

2783. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. Industrie Cima con sede in Lecco, è autorizzata ad allestire in Lecco reparto Pescarenico, un impianto per la produzione di cellulosa greggia e bianchita, mezze paste, e pasta meccanica di legno, da servire unicamente per il proprio fabbisogno, con esclusione della vendita a terzi.

La capacità produttiva annua dell'impianto deve essere di 10.000 quintali di cellulosa, 30.000 quintali di mezze paste, 12.500 quintali di pasta meccanica di legno.

La domanda della S. A. Industrie Cima, per quanto si attiene all'impianto per la produzione del cloro ed ipocloriti, non è accolta.

2784. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la ditta Cartiere Ambrogio Binda, con sede in Milano, è autorizzata ad allestire presso il proprio stabilimento di Milano, un impianto per la produzione di pasta meccanica di legno finissima.

2785. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la Cartiera di Ceprano « Orazio Arata » S. A. ed ing. Guglielmo Visocchi, con sede in Napoli, è autorizzata ad allestire in Atina (Frosinone), un impianto di mezza pasta di straccio.

INDUSTRIA DELLE LAVORAZIONI METALLURGICHE E MECCANICHE.

2786. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. Vittorio Necchi con sede in Pavia, è autorizzata ad ampliare il proprio stabilimento per la fabbricazione di macchine da cucire. La ditta però non potrà collocare sul mercato interno, (Italia, Possedimenti e Colonie) un quantitativo superiore a 65.000 macchine all'anno.

2787. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Stabilimento Metallurgico Barbero e C., S. A. con sede in Torino, è autorizzata ad ampliare il proprio stabilimento per le lavorazioni e costruzioni in lamiere perforate, stampate, pressate e stirate, destinate all'industria automobilistica ed all'aviazione installando n. 93 macchine varie di produzione nazionale ed una pressa automatica di provenienza estera.

INDUSTRIA DEI FILATI E TESSUTI DI COTONE.

2788. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta S. A. Cotonifici Riuniti S.R.L. con sede in Milano, è autorizzata ad ampliare la propria tessitura del cotone in Lainate (Milano), mediante l'installazione di quattordici telai automatici a cambio di spola.

2789. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. Manifattura Maffeis & C. con sede in Gazzaniga (Bergamo), è autorizzata ad installare n. 4536 fusi rings in sostituzione di altrettanti fusi selfactings attualmente esistenti nel proprio stabilimento di filatura e ritorcitura del cotone, in Costa Monticelli (Bergamo).

INDUSTRIA PER LA PRODUZIONE DELLE CALZE A TELAIO.

2790. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. S. Ettoro Sobrero con sede in Gassino Torinese, è autorizzata ad installare nel proprio calzificio di Gassino Torinese, un solo telaio Cotton unitario in sostituzione di un vecchio telaio ivi esistente ed una macchina rettilinea per la fabbricazione di talloncini e solette.

La richiesta per sostituire il secondo telaio Cotton non è accolta.

2791. — Decreto Ministeriale 7 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. Manifatture Peretti & C. con sede in Torino, è autorizzata ad installare nel proprio calzificio di Torino, due soli telai Cotton unitari da 24 teste ciascuno in sostituzione di due telai per gambe antiquati ivi esistenti.

La domanda per installare altri due telai Cotton unitari in sostituzione di due altri telai Cotton antiquati (uno per gambe ed uno per piedi) non è accolta.

2792. — Decreto Ministeriale 16 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Calzificio Rovetta & Lanti con sede in Brescia, è autorizzata ad ampliare il proprio calzificio in Brescia, mediante la installazione di due soli telai Cotton automatici (uno di finezza 45 gg. ed uno di finezza 39 gg.).

La richiesta per installare un terzo telaio Cotton automatico di finezza 45 gg. non è accolta.

2793. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Calzificio di Limbiate Massimo Della Bella, con sede in Limbiate (Milano), è autorizzata ad ampliare il proprio calzificio in Limbiate, mediante l'installazione di un solo telaio Cotton per gambe di finezza 48 gg. da 24 teste, di due macchine per rimagliare e di due macchine per cucire.

La richiesta per installare un altro telaio Cotton per gambe di finezza 48 gg. da 24 teste, quattro macchine per rimagliare ed una macchina per cucire non è accolta.

2794. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta ing. Nodari & Eoli S. A. con sede in Milano, è autorizzata ad ampliare il proprio calzificio in Castelgoffredo (Mantova), mediante l'installazione di due soli telai Cotton da 28 teste ciascuno di finezza 60 gg. e del relativo macchinario accessorio.

La richiesta per installare gli altri due telai Cotton (uno di finezza 60 gg. ed uno di finezza 54 gg.) e del relativo macchinario accessorio non è accolta.

INDUSTRIA PER LA PRODUZIONE DI MATERIALE REFRATTARIO.

2795. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. G. Verzocchi & C., con sede in Milano, è autorizzata ad eseguire la sostituzione di un forno di cottura per materiali refrattari della capacità complessiva di 40 mc. riscaldato a fuoco diretto e con funzionamento intermittente, con altro forno del tipo a camere e tale che la capacità produttiva dell'impianto rimane contenuta entro le 15.000 tonnellate annue.

INDUSTRIA PER LA PRODUZIONE DEL VETRO E DEL CRISTALLO E LAVORAZIONE DEL VETRO AL CANNELLO E PER LA PRODUZIONE DELLE CONTERIE.

2796. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta S.I.V.A. Di Maria Indovino con sede in Venezia, è autorizzata ad installare nel proprio laboratorio per la fabbricazione di fiori e perle al lume, un gruppo di macchine per tagliare, molare e lucidare il vetro.

2797. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta I.V.E.C. con sede in Treviso, intesa ad ottenere l'autorizzazione per allestire un impianto per la produzione di vetri piani e curvi per occhiali, per fanaleria ed apparecchi luminosi e vetri vari, non è accolta.

2798. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Tullio Moretti con sede in Venezia, è autorizzata ad allestire un impianto composto da cinque fiamme a gas per la lavorazione del vetro a cannello, esclusa la produzione di articoli soffiati per uso chimico-farmaceutico, e la produzione di articoli derivati dal tubo di vetro neutro.

2799. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta Fontana Aimone con sede in Campolongo Maggiore, intesa ad ottenere l'autorizzazione per allestire in Venezia-Mestre, un impianto per la produzione di siringhe per iniezioni, parte in solo vetro e parte in vetro e metallo, ed eventualmente per la produzione degli astucci per le siringhe di propria produzione, non è accolta.

2800. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Cimarosti Giuseppina con sede in Murano, è autorizzata ad installare nella propria abitazione, un becco da gas ad una presa ed un ventilatore da soffieria per la produzione di piccoli oggetti di vetro artistico.

2801. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la S. A. La Byoutteria con sede in Milano, è autorizzata ad esercire un impianto per la fabbricazione di bottoni di vetro e spilloncini di vetro uso perla.

2802. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta Mazzega Romano con sede in Venezia, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad allestire in Murano una fabbrica di conterie non è accolta.

2803. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta F.lli Mazzega con sede in Murano, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad installare nel proprio impianto per la fabbricazione di conterie, due macchine per il taglio della canna, ampliare il forno in modo da contenere un crogiuolo della capacità di kg. 850 di vetro, ed esercire un forno a crogiuolo da kg. 420 in luogo di un forno a crogiuolo da kg. 325, non è accolta.

2804. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta Dalla Venezia Guido con sede in Murano, intesa ad ottenere l'autorizzazione per allestire in Murano, un impianto per la fabbricazione di conterie, non è accolta.

2805. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta Zerega Franco con sede in Genova, è autorizzata ad esercire un laboratorio per la fabbricazione di tubi luminosi a gas rari.

2806. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la Ditta « Neon » di M. Fochessati con sede in Genova, è autorizzata ad allestire un laboratorio per la fabbricazione di tubi luminosi a gas rari.

2807. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta F.I.L.E.M. con sede in Genova-Pegli, intesa ad ottenere l'autorizzazione per fabbricare palloncini di vetro per lampade elettriche, per il fabbisogno della propria industria, non è accolta.

2808. — Decreto Ministeriale 18 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta La Filometallica Fabbrica Lampade Imperia con sede in Milano, intesa ad ottenere l'autorizzazione per ampliare il proprio impianto installando nuovo macchinario, non è accolta.

2809. — Decreto Ministeriale 21 marzo 1938-XVI, col quale la domanda della Ditta S. A. Sivrex Società Italiana Vitrex Rodex con sede in Milano, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad allestire in Torino, un impianto per la produzione di vetro temperato di sicurezza, non è accolta.

(1169)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del commissario liquidatore e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Parenti (Cosenza).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Veduto il decreto di pari data del Duce, Presidente del Comitato dei Ministri, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale di Parenti (Cosenza) e sostituisce alla procedura di liquidazione in corso della Cassa stessa la speciale procedura di liquidazione prevista dal capo VIII del citato testo unico o dal titolo VII, capo III, del predetto R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV n. 1400;

Dispone:

Il comm. avv. Giuseppe D'Epiro è nominato commissario liquidatore della Cassa rurale di Parenti (Cosenza), ed i signori notaio Abele Messuti, Francesco Sottile e Santo Perri di Nicola sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa stessa con i poteri e le attribuzioni contemplati dal capo VIII del testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706, e dal titolo VII capo III, del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 24 marzo 1938 - Anno XVI

Il Governatore della Banca d'Italia,
Capo dell'Ispettorato:
AZZOLINI.

(1220)

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa popolare di prestiti di Fontana del Conte (Fiume), in liquidazione.

Nella seduta tenuta il 19 marzo 1938-XVI dal Comitato di sorveglianza della Cassa popolare di prestiti di Fontana del Conte (Fiume), in liquidazione, il sig. Francesco Urbancich è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400.

(1238)

CONCORSI

CORTE DEI CONTI DEL REGNO D'ITALIA

Diario delle prove scritte del concorso a 46 posti di aiuto referendario.

IL PRESIDENTE DELLA CORTE DEI CONTI

Visto il regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con R. decreto 12 ottobre 1933-XI, n. 1364;

Visto il proprio decreto in data 8 gennaio 1938-XVI, col quale è stato indetto un concorso per titoli ed esame a 46 posti di aiuto referendario nella carriera di concetto della Corte stessa (gruppo A);

Decreta:

Le prove scritte dell'esame per il concorso a 46 posti di aiuto referendario nel ruolo della carriera di concetto della Corte dei conti avranno luogo in Roma, nel palazzo degli esami, via Girolamo Induno, nei giorni 20, 22, 23 e 24 aprile 1938-XVI.

Roma, addì 30 marzo 1938 - Anno XVI

Il presidente: GASPERINI.

(1242)

MINISTERO DELLA CULTURA POPOLARE

Concorso a 10 posti di agente tecnico, riservato a personale subalterno avventizio.

IL MINISTRO PER LA CULTURA POPOLARE

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e le successive norme integrative, esecutive ed interpretative;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e le successive modificazioni;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, e successive aggiunte riguardanti i provvedimenti a favore degli invalidi di guerra o per la causa nazionale;

Visti i Regi decreti-legge 3 gennaio 1926, n. 48, e 2 giugno 1936, n. 1172, riguardanti i provvedimenti a favore degli ex combattenti;

Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, riguardante i provvedimenti a favore delle famiglie dei caduti per la causa fascista, dei mutilati e feriti per la causa stessa, nonchè degli iscritti ai Fasci di combattimento anteriormente al 28 ottobre 1922;

Visto il R. decreto-legge 11 gennaio 1937, n. 3, di approvazione dei ruoli organici del Ministero per la stampa e la propaganda;

Visto il R. decreto 27 maggio 1937, n. 752, con il quale la denominazione del Ministero per la stampa è la propaganda è stata modificata in quella di Ministero della cultura popolare.

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a 10 posti di agente tecnico nel ruolo del personale subalterno del Ministero della cultura popolare.

Art. 2.

Al concorso potrà partecipare il personale subalterno comunque non di ruolo esclusi i salariati in servizio, alla data del presente decreto, presso l'Amministrazione statale.

Il personale stesso deve aver compiuto alla data predetta il 18° e non superato il 30° anno di età, limite elevabile ai sensi delle vigenti disposizioni.

Si prescinde dal limite massimo di età per il personale comunque non di ruolo che, alla data stessa, abbia esercitato lodevolmente, almeno per un anno, ininterrottamente, le mansioni di agente tecnico.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 6, e corredate di tutti i documenti prescritti, dovranno pervenire al Ministero della cultura popolare (Direzione generale per i servizi amministrativi, gli affari generali ed il personale - Div. I) per il tramite dell'Amministrazione da cui i candidati dipendono, entro il termine di 30 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Le domande che perverranno dopo il termine suddetto non saranno prese in considerazione.

Nel trasmettere le domande, le Amministrazioni dovranno unirvi una attestazione da cui risulti che il concorrente è in servizio, indicando da quale data e precisando la qualifica. Dall'attestazione dovranno risultare, inoltre, l'operosità ed il rendimento del candidato.

Le domande dovranno essere sottoscritte dai concorrenti, con l'indicazione del cognome, del nome, della paternità, del luogo di nascita, del domicilio e del loro preciso recapito e contenere l'elencazione dei singoli documenti allegati.

I concorrenti che risiedano nelle Colonie italiane o all'estero avranno facoltà di presentare, nel termine suddetto, la sola domanda, salvo a far pervenire i documenti entro 20 giorni successivi.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) certificato del competente segretario federale dei Fasci di combattimento comprovante, a seconda dell'età del concorrente, la sua appartenenza ai Fasci stessi o ai Fasci giovanili.

Da tale certificato deve risultare l'anno, il mese e il giorno dell'iscrizione.

Per gli italiani non regnicoli è richiesta l'iscrizione ai Fasci all'estero, che dovrà essere comprovata mediante certificato firmato personalmente dal segretario del Fascio all'estero in cui è iscritto il candidato, ovvero dal Segretario generale dei Fasci degli italiani all'estero e vistato, per ratifica, dal Segretario o da uno dei Vice segretari del P. N. F.

Qualora il candidato appartenga ai Fasci di combattimento da data anteriore al 28 ottobre 1922, dovrà darne la dimostrazione con certificato da rilasciarsi personalmente dal segretario federale. Detto certificato dovrà contenere, oltre all'indicazione dell'anno, del mese e del giorno della effettiva iscrizione ai Fasci di combattimento, l'attestazione che la iscrizione stessa non è stata mai interrotta e che tuttora perdura; il certificato dovrà, inoltre, essere vistato dal Segretario o da uno dei Vice segretari del P. N. F., oppure dal Segretario amministrativo del Partito stesso;

b) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 6. La firma dell'ufficiale di stato civile deve essere legalizzata dal presidente del Tribunale;

c) certificato del podestà del Comune di domicilio o di abituale residenza del candidato, dal quale risulti che questi sa leggere e scrivere, od eventuale titolo di studio;

d) certificato, su carta da bollo da L. 4, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici (sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di decreto Reale).

La firma dell'ufficiale di stato civile deve essere legalizzata dal presidente del Tribunale;

e) certificato, su carta da bollo da L. 4, rilasciato da un ufficiale medico addetto ad un corpo o stabilimento sanitario del Regio esercito, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione e non ha imperfezioni fisiche visibili che siano comunque di impedimento all'esercizio delle funzioni cui aspira.

La firma dell'ufficiale medico dovrà essere legalizzata dalla superiore autorità militare.

I candidati invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle colonie dell'Africa Orientale produrranno il certificato, da rilasciarsi dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dall'art. 15 del Regio decreto medesimo.

L'Amministrazione potrà sottoporre eventualmente i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

f) certificato penale generale, su carta da bollo da L. 12, rilasciato dal competente ufficio del casellario giudiziale;

g) certificato su carta da bollo da L. 4, di buona condotta civile, morale e politica, rilasciato dal Comune dove il concorrente ha il suo domicilio o la sua abituale residenza con la dichiarazione del fine per cui esso è richiesto.

La firma del podestà deve essere legalizzata dal prefetto;

h) copia dello Stato di servizio militare o del foglio matricolare, se il concorrente abbia prestato servizio militare o, in caso negativo, certificato dell'esito di leva.

Coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18 od abbiano partecipato in reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari in Africa Orientale, dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno copia dello stato di servizio o del foglio matricolare annotato delle eventuali benemerenze di guerra. Gli ex combattenti della guerra 1915-18 e coloro che abbiano partecipato in reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari in Africa Orientale dovranno altresì, presentare, rispettivamente, la dichiarazione integrativa di cui alle circolari 588 dell'anno 1922 e 957 dell'anno 1936 del Giornale militare.

Coloro che furono imbarcati su navi mercantili, durante la guerra 1915-18, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito documento rilasciato dalle autorità marittime competenti;

i) fotografia recente del concorrente, con la firma autenticata dal podestà o da un notaio, a meno che il concorrente stesso sia provvisto del libretto ferroviario personale o di altro documento di identità con fotografia e firma autentica rilasciato da una Amministrazione statale, nel quale caso dovrà farne dichiarazione nella domanda;

l) stato di famiglia, su carta da bollo da L. 4, da presentarsi dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

m) gli aspiranti feriti per la causa fascista e quelli che parteciparono alla Marcia su Roma, purchè iscritti senza interruzione ai Fasci di combattimento rispettivamente dalla data dell'evento che fu causa della ferita, o da data anteriore al 28 ottobre 1922, produrranno i relativi brevetti;

n) ogni altro documento o titolo con il quale il candidato ritenga di poter dimostrare la sua specifica idoneità al posto cui aspira.

I mutilati ed invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, gli orfani di caduti in guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, i figli degli invalidi di guerra o degli invalidi per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale dovranno comprovare la loro qualità mediante certificato da rilasciarsi dalle autorità competenti.

Art. 5.

I documenti a corredo delle domande dovranno essere conformi alle prescrizioni di cui sopra e dovranno essere inoltre, muniti delle occorrenti vidimazioni e legalizzazioni.

La legalizzazione delle firme, da parte del presidente del Tribunale o del prefetto, non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatorato di Roma.

I documenti di cui alle lettere *d*), *e*), *f*) e *g*) non saranno accettati se risultino rilasciati più di tre mesi prima della data del presente decreto.

Sono dispensati dalla presentazione del documento indicato alla lettera *a*) i mutilati ed invalidi di guerra, nonchè gli invalidi per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale; dalla presentazione del documento indicato alla lettera *d*) gli italiani non regnicoli purchè dimostrino tale loro qualità.

Non sono ammessi i riferimenti a documenti prodotti per altri concorsi.

Art. 6.

L'ammissione al concorso potrà essere negata con decreto non motivato ed insindacabile del Ministro per la cultura popolare, ai sensi dell'art. 1, ultimo comma, del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Art. 7.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà composta dal capo dell'Ufficio del personale del Ministero della cultura popolare, presidente; e da due funzionari del ruolo direttivo di grado non inferiore al 7°, membri.

Disimpegnerà le funzioni di segretario della Commissione un funzionario di grado non inferiore al 9° del ruolo direttivo del Ministero della cultura popolare.

Art. 8.

La graduatoria dei vincitori del concorso, da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Bollettino ufficiale del Ministero, sarà stabilita tenendo conto dei diritti preferenziali previsti dall'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, dall'art. 13 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, e dai provvedimenti di estensione ed integrazione, a favore degli invalidi di guerra, di quelli per la causa fascista e di quelli per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, degli ex combattenti della guerra 1915-18, di coloro che hanno partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935-XIII al 5 maggio 1936-XIV, degli iscritti ai Fasci di combattimento senza interruzione da data anteriore al 28 ottobre 1922, dei feriti fascisti che risultino iscritti ininterrottamente al Partito Nazionale Fascista dalla data dell'evento che fu causa della ferita e degli orfani dei caduti in guerra, per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale; nonchè dei diritti preferenziali previsti dall'art. 24 del Regio decreto-legge 21 agosto 1937-XV, n. 1542.

Art. 9.

Sugli eventuali reclami relativi alla precedenza dei concorrenti, da presentarsi non oltre il termine di giorni 10 dalla pubblicazione della graduatoria nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, decide, in via definitiva, il Ministro per la cultura popolare, sentita la Commissione giudicatrice.

Art. 10.

I vincitori del concorso saranno nominati agenti tecnici in prova nel ruolo del personale subalterno del Ministero della cultura popolare, e, se riconosciuti idonei dal Consiglio di amministrazione, conseguiranno la nomina a agente tecnico dopo un periodo di prova non inferiore a sei mesi.

I vincitori del concorso che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, conseguiranno subito la nomina ad agente tecnico con riserva di anzianità.

Art. 11.

A coloro che conseguono la nomina ad agente tecnico in prova sarà corrisposto l'assegno mensile lordo di L. 307,93 comprensive degli aumenti di cui ai Regi decreti-legge 24 settembre 1936, n. 1719, e 27 giugno 1937, n. 1033, salvo l'aggiunta di famiglia, in quanto ne abbiano diritto, secondo le vigenti disposizioni.

Art. 12.

Il vincitore del concorso che nel termine stabilito non assuma le sue funzioni senza giusto motivo, da ritenersi tale a giudizio insindacabile del Ministro, sarà dichiarato dimissionario.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 11 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro: ALFIERI.

(1214)

MINISTERO DELL'INTERNO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di medico capo aggiunto all'Ufficio d'igiene del comune di Reggio Emilia.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Visti gli articoli 8, 9 e 60 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 34, 3° comma, e 36, 1° comma, del testo unico delle leggi sanitarie approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami, bandito in data 30 aprile 1937, per il conferimento del posto di medico capo aggiunto all'Ufficio d'igiene del comune di Reggio Emilia è costituita come appresso:

Presidente: Guerra dott. Antonio, vice prefetto;

Membri: Addari dott. Francesco, medico provinciale; Rosa prof. Alberto, docente universitario in igiene; Lanzerini prof. Arturo, docente universitario in patologia medica; Schioppa prof. Luigi, ufficiale sanitario;

Segretario: Di Caprio dott. Michele, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

Tale Commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno ed avrà la sua sede a Bologna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e per otto giorni consecutivi nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 28 marzo 1938 - Anno XVI

p. *Il Ministro*: BUFFARINI.

(1215)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria del concorso al posto di segretario capo del comune di Busto Arsizio.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 9 agosto 1937-XV per il conferimento del posto di segretario capo di 1ª classe (grado 3°) del comune di Busto Arsizio;

Visto il decreto Ministeriale in data 30 dicembre 1937-XVI, col quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Visto il testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei al posto di segretario capo di 1ª classe (grado 3°) del comune di Busto Arsizio:

1° Berra Centurini dott. Bruno, con punti 112/150.

2° Barborini dott. Erminio, con punti 111/150.

3° Soncino dott. Domiziano, con punti 110/150 - ex combattente; croce al merito di guerra.

4° Bisconti Vincenzo, con punti 110/150.

5° Napoli dott. Renato, con punti 109/150.

6° Pasanisi avv. Carlo, con punti 107/150.

7° Aceto dott. Felice, con punti 106/150 - ex combattente; iscritto P. N. F. 10-9-1922.

8° Capriotti Giuseppe, con punti 106/150 - ex combattente.

9° Dellarole dott. Eusebio, con punti 106/150.

10° Sorge dott. Alfio, con punti 105/150 - ex combattente; croce merito di guerra.

11° Varmini dott. Mario, con punti 105/150 - ex combattente.

12° Massucco Dante, con punti 104/150 - invalido guerra, medaglia bronzo valor militare; croce merito guerra; iscritto P. N. F. 1-4-1922.

13° Grossi Biagio, con punti 104/150 - medaglia argento valor militare; 2 medaglie bronzo valor militare; croce merito di guerra.

14° Pujatti dott. Antonio, con punti 104/150 - croce merito guerra; iscritto P. N. F. 7-2-1921; brevetto Marcia su Roma.

15° Mainella dott. Giuseppe, con punti 103/150 - volontario guerra; iscritto P. N. F. 30-3-1921.

16° Daveri dott. Giuseppe, con punti 103/150.

17° Angelini Giuseppe, con punti 102-150 - coniugato con 5 figli.

18° Cancelli Clemente, con punti 102/150 - coniugato con 3 figli.

19° Rasi dott. Guido, con punti 101/150 - medaglia bronzo valor militare; croce merito di guerra.

20° Baldassarre Luigi, con punti 101/150 - ex combattente; croce al merito di guerra.

21° Zanoli dott. Luigi, con punti 101/150 - ex combattente; iscritto P. N. F. 22-12-1921; brevetto Marcia su Roma.

22° Costantino Giorgio, con punti 101/150 - ex combattente; iscritto P. N. F. 1-1-1922.

23° Gazziano Stefano, con punti 101/150 - ex combattente; ufficiale di complemento.

24° Oretti dott. Luigi, con punti 101/150 - ufficiale di complemento.

25° Bolognesi Pietro, con punti 101/150.

26° Filippone Lorenzo, con punti 100/150 - invalido di guerra.

27° Baraldi dott. Dario, con punti 100/150 - figlio gr. invalido di guerra.

28° Carlomagno dott. Mario, con punti 100/150 - ex combattente; croce merito guerra; ufficiale complemento coniugato.

29° Piccinini Arrigo, con punti 100/150 - ex combattente; croce merito guerra; ufficiale complemento celibe.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio annunzi legali della provincia di Varese per gli ulteriori effetti di legge.

Roma, addì 24 marzo 1938 - Anno XVI

p. Il Ministro: BUFFARINI.

(1231)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Graduatoria del concorso a sei posti di alunno d'ordine nel Corpo Reale delle miniere.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto 15 dicembre 1936-XV, n. 2335, che reca varianti ai ruoli del personale del Corpo Reale delle miniere;
Visto il decreto Ministeriale 5 giugno 1937-XV, registrato alla Corte dei conti il giorno 21 dello stesso mese, registro n. 4, foglio 278, con il quale è stato indetto un concorso per esami a sei posti di alunno d'ordine (grado 13°, gruppo *C*), nel personale del Corpo Reale delle miniere;
Vista la relazione presentata dalla Commissione esaminatrice del concorso medesimo;
Visto l'art. 44 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso a sei posti di alunno d'ordine (grado 13°, gruppo *C*) del Corpo Reale delle miniere:

1° Parodi Cesare, con punti 18/20 di cui 1/20 per la prova facoltativa di dattilografia;

2° De Nardin Ugo, con punti 16,50/20 di cui 1/20 per la prova di dattilografia;

3° Ratti Siro, con punti 14,50/20 di cui 1/20 per la prova facoltativa di dattilografia.

I concorrenti suindicati sono dichiarati, nell'ordine, vincitori del concorso.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro: LANTINI.

(1230)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.